

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre et le dix-sept décembre à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de André LOYER, 1^{er} adjoint, pour le Maire empêché.

Présents : LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SAUGET Elisabeth, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, TEYSSIER Nicolas, ROGIER Monique, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE André

Excusés : MEYER Jean-Yves (pouvoir à André LOYET), JOLY Delphine (pouvoir à Stéphane CIVIER), ARMAND Michel (pouvoir à Joël DURIEU), VERNEDE Corinne (pouvoir à Jacques DAUMAS), LEYNAUD Michel (pouvoir à Max BOUSCHON), ESSAYAR Khalid (pouvoir à Pascal GAILLARD), AMRANI Hasiba (pouvoir à Cécile FAURE), GUIBERT Alexandra (pouvoir à Guillaume Vermorel)

Absent :

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°31

9 décembre 2024

**OBJET : Renouvellement/sécurisation de l'adducteur Cheyron/Croix d'Ollier bs. -
Demande de subventions**

Transmis au représentant
de l'Etat le : 7 3 DEC. 2024
Affiché le :
Notifié le : 7 3 DEC. 2024

TRAVAUX

Renouvellement/sécurisation de l'adducteur Cheyron/Croix d'Ollier bs. - Demande de subventions

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que l'adducteur Cheyron subit une dégradation dans le secteur bas où les sols sont agressifs,

Considérant que c'est un ouvrage très sensible et à fort enjeux qui alimente la totalité commune d'Aubenas et par le jeu des connexions, les communes de Mercuer, Aihon (SIAM), Lentillères, Ucel (SEBA), St Etienne de Fontbellon/St Sernin (SIAE), le SEBA par interconnexion et le syndicat Olivier de Serres,

Considérant que ces travaux avec organes de protection permettront de sécuriser l'alimentation de 30 000 personnes environ, et d'améliorer le rendement hydraulique de l'ouvrage,

Considérant le montant total de ce projet de 1 000 000 € HT, il est possible de solliciter des aides de l'Etat, l'agence de l'eau R.M.C, la région, le département, et la communauté de commune C.C.B.A.,

Considérant l'intérêt manifeste de ces travaux de rénovation, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver ces travaux conformément au plan de financement ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL		Date d'actualisation : 20/11/2024
Collectivité / objet : Renouvellement/sécurisation de l'adducteur Cheyron/Croix d'Ollier bs.		
DÉPENSES	Nature (taux)	Montant HT
Travaux	Renouvellement de l'adducteur Cheyron 2024 et 2025	1 000 000,00 €
TOTAL DÉPENSES		1 000 000,00 €
RECETTES (*)	Nature (taux)	Montant HT
Aides publiques		
DETR / DSIL ou FONDS VERT	40%	400 000,00 €
Conseil Régional AURA	10%	100 000,00 €
Conseil départemental	10 %	100 000,00 €
Agence de l'eau R.M.C.	10 %	100 000,00 €
C.C.B.A	10 %	100 000,00 €
Sous-total Aides publiques		800 000,00€

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20241217-DEL171224-31-DE
Date de télétransmission : 23/12/2024
Date de réception préfecture : 23/12/2024

Part demandeur (20% minimum)		
Fonds propres Ville d'Aubenas	20%	200 000.00 €
Sous-total Part demandeur		200 000.00 €
TOTAL RECETTES		1 000 000.00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les travaux de Renouvellement de l'adducteur Cheyron/Croix d'Ollier bs.,
- **Approuve** le plan de financement ci-dessus,
- Autorise Monsieur le Maire à solliciter les subventions pré citée d'un montant de 800 000.00 € auprès des financeurs potentiels,
- **Charge** Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités nécessaires à l'obtention de la présente demande de subvention.

Extrait certifié conforme,

André LOYET
1er adjoint

POUR LE MAIRE
l'Adjoint délégué,



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)